



## DECLARATION LIMINAIRE AU CTPD DU 14 juin 2011

**Madame la Présidente,**

La Direction générale a été contrainte d'ouvrir le dossier conditions de vie au travail il y a maintenant deux ans. Elle a du se résigner à un aveu de taille: le mal être, la souffrance au travail ça existe , ça grandit à la DGFIP et ce n'est pas l'apanage de quelques individus fragilisés.

Il n'est plus possible de continuer ainsi, les agents vont craquer.

La Direction Générale met en place des organigrammes fonctionnels et des groupes expression métiers (GEM) mais continue à ne pas vouloir quantifier le réel besoins en emplois dans les services.

Les remèdes miracles resurgissent: les mesures de simplifications, la réingénierie des processus, l'allègement des tâches. Une fois de plus, la Direction met en avant d'éventuels gains de productivité avec une volonté: faire toujours plus avec moins d'agents!

Mais une nouvelle fois, cette démarche est vouée à l'échec tant les conditions d'exercice des missions s'exerce à flux tendu.

Mais la Direction Générale insiste!

Et pour cela, elle demande aux personnels, dans les fameux GEM, de faire eux mêmes des propositions.

Pour la CGT, le problème n'est bien évidemment pas de consulter les personnels mais la méthode est pernicieuse. Elle instrumentalise les agents pour qu'ils soient eux-mêmes à l'origine du tri entre les missions qui seront effectuées et celles qui pourraient être laissées à l'abandon.

Mais, ni la CGT ni les agents ne sont dupes d'une telle manœuvre.

Au contraire, les agents sont en attente de réponses concrètes de la DGFIP et de la DDFIP aux demandes qu'ils ont effectuées dans les espaces de dialogue (et dont le Morbihan est préfigurateur): limiter le poids des indicateurs, arrêter la prolifération des applications informatiques, stopper la polyvalence et d'autres demandes encore. En résumé, il s'agit pour les agents de reprendre en main la question du travail, d'organiser le droit des agents à intervenir sur l'organisation du travail et redonner du sens au travail.

Pour la CGT, il est hors de question d'accepter une « optimisation » des missions dictée par la seule volonté de réduire les coûts au nom d'une doctrine inspirée par la logique libérale et de destruction de l'emploi public.

Pour la CGT, la seule réponse, c'est d'arrêter cette hécatombe, de sortir de cette logique dogmatique des suppressions d'emplois et d'établir d'urgence un état des lieux des charges et des missions et de définir contradictoirement les besoins en emplois pour les accomplir pleinement!

Pour exercer nos missions, il faut des emplois!

Cela se chiffre, cela se crée et cela s'implante!

C'est bien cette réponse qu'attendent aujourd'hui les agents.